

Conversation avec Aldred H. Neufeldt

1999-03-18

Les personnes qui ont un handicap ont depuis longtemps de la difficulté à trouver un emploi et à toucher un revenu. Qu'il s'agisse de discrimination pure et simple ou de l'étroitesse d'esprit des professionnels ou des décideurs, on a toujours voulu nous faire croire que seuls deux choix s'offraient à ces personnes : dépendre de l'aide de la famille avec un soutien du filet de sécurité sociale, ou occuper un emploi salarié. Or, il y a une troisième voie, celle du travail autonome. Les personnes handicapées peuvent en effet avoir leur propre entreprise. Dans le volume intitulé *Disability and Self-directed Employment: Business Development Models*, Aldred Neufeldt et Alison Albright présentent la première étude exhaustive de cette possibilité. Dans l'entrevue qu'il accorde au webzine *Explore*, M. Neufeldt fait part de certaines de ses réflexions sur l'avenir des personnes handicapées et sur les efforts qu'elles font pour se créer des emplois satisfaisants.

La situation des personnes handicapées s'est-elle améliorée ou a-t-elle empiré?

J'aimerais croire qu'elle s'est améliorée. La Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées a beaucoup contribué à sensibiliser la population (l'une des dernières initiatives de cette décennie a porté sur le travail autonome et les personnes handicapées). Bon nombre de nouvelles initiatives, ici au Canada et ailleurs dans le monde, tentent d'intégrer les personnes handicapées.

Il est trop tôt, toutefois, pour se prononcer. La stigmatisation et la honte rattachées au handicap sont millénaires et profondément enracinées dans toutes les sociétés. Il y a bien eu des gains tangibles dans quelques pays ces deux ou trois dernières décennies en matière d'acceptation et d'appui de la population, mais l'histoire nous a démontré que de tels gains peuvent être renversés en très peu de temps. Je crois que c'est seulement dans deux générations (soit pas avant 40 ans au moins) que nous pourrions être certains que ces acquis sont là pour rester.

Il faut bien constater également que, dans beaucoup de pays, la situation ne s'est guère améliorée. Dans les pays nouvellement industrialisés, par exemple, il y a peu de personnes handicapées qui bénéficient d'une aide leur permettant de prendre part sur un même pied que les autres à la vie de leur société. Et, bien sûr, dans les pays à faible revenu, le défi est encore plus grand. Cela dit, il y a aussi des pays phares. Les Philippines en sont un exemple, le gouvernement philippin ayant adopté une loi enchâssant les droits des personnes handicapées. Et le gouvernement du Zimbabwe a fait de même. Il n'est donc pas surprenant que ce soit ces pays qui aient fait le plus pour permettre aux personnes handicapées d'accéder au travail autonome.

Protéger le droit des personnes handicapées au travail autonome et les appuyer en ce sens, cela incombe-t-il au gouvernement, au milieu des affaires, à la population en général, ou aux trois?

La question paraît simple, mais la réponse mérite réflexion. Les trois (la population en général, le milieu des affaires et les gouvernements) devraient veiller à ce que les personnes handicapées puissent, comme les autres, avoir les moyens de créer leur propre avenir. Et, pour un certain

nombre d'entre elles, cela devrait vouloir dire avoir la possibilité de diriger sa propre entreprise - ce que j'ai appelé le travail autonome . Il y a pour cela des raisons à la fois sociales, économiques et psychologiques.

Les raisons sociales, ce sont les preuves substantielles qui existent selon lesquelles une grande partie des personnes handicapées font face à des pratiques discriminatoires de toutes sortes. Dans sa forme la plus subtile, cela se manifeste par le peu d'attention prêtée aux obstacles physiques et sociaux qui, à l'heure actuelle, tiennent les personnes handicapées à l'écart du marché du travail - et qui font qu'elles représentent un fardeau plus grand que les personnes non handicapées. Et dans sa forme la plus manifeste, c'est de discrimination directe qu'il s'agit, c'est-à-dire que l'on présume que, parce que la personne handicapée est handicapée, elle ne peut faire le genre de travail qu'on lui demande. À d'autres moments, il s'agit de discrimination indirecte , des exigences supplémentaires étant imposées dans le cas des personnes handicapées alors qu'elles ne le sont pas pour les autres. Il revient aux gouvernements, aux milieux d'affaires, aux dirigeants communautaires et à la population en général de faire tomber ces obstacles.

Quant aux raisons économiques, elles tiennent au fait que, dans les pays à revenu élevé, ce sont habituellement 50 pour 100 de toutes les personnes handicapées qui ne font pas partie de la main-d'oeuvre ordinaire, et encore moins travaillent (et ce pourcentage est plus proche de 100 pour 100 dans les pays à faible revenu). Tout un contraste avec les quelque 20 à 25 pour 100 seulement d'adultes non handicapés en âge de travailler dans les pays à revenu élevé. Puisque les personnes handicapées constituent environ 10 pour 100 de la population, la réduction de l'écart entre leur taux de participation à la population active et celui des personnes non handicapées entraînerait un gain économique net, non seulement pour la personne handicapée mais aussi pour la société. Il y aurait une hausse du produit intérieur brut et une baisse des fonds publics nécessaires pour leur venir en aide.

Il y a aussi une raison psychologique : en participant davantage au marché du travail, les personnes handicapées ont une meilleure estime d'elles-mêmes. Et avec une meilleure estime d'elles-mêmes, elles apporteront différentes contributions dans leur milieu. Beaucoup de retombées positives peuvent en résulter.

Alors, qui devrait prendre l'initiative? Les gouvernements sont en mesure de créer un contexte social et économique positif par les politiques qu'ils mettent de l'avant et c'est là une première étape essentielle. De leur côté, les gens d'affaires me disent que c'est une bonne pratique d'appuyer les personnes handicapées qui cherchent à se lancer en affaires.

Quelles inquiétudes ont soulevées les initiatives touchant le travail autonome dans le milieu des personnes handicapées? Sont-elles justifiées?

Au début, l'on craignait que ces initiatives favorisent la création d'ateliers clandestins pour personnes handicapées, ou que ces personnes se retrouvent isolées chez elles et que l'on profite facilement d'elles. Je n'ai rien entendu de tel récemment.

Ces inquiétudes sont toutefois justifiées en partie. Le travail autonome n'est pas la solution miracle pour toutes les personnes handicapées. L'on ne peut s'attendre à ce que le nombre de personnes handicapées ayant un travail autonome soit plus élevé que le nombre de personnes non handicapées. En outre, étant donné les attitudes sociales et la vulnérabilité de bien des personnes handicapées, il y a lieu de s'inquiéter de l'isolement et des possibilités d'exploitation. Il importe de souligner, cependant, que ces inquiétudes valent aussi pour les personnes non handicapées.

Mise à part la propriété de leur propre entreprise, y a-t-il d'autres moyens qui permettraient aux personnes handicapées d'exercer un plus grand contrôle sur leur emploi? Avez-vous des exemples à proposer?

Nous avons trouvé deux grandes options qui, de certains points de vue, sont supérieures. Il y a plusieurs excellents exemples de coopératives de fabrication et de services. Par exemple, DEEDS Industries, en Jamaïque, la filiale commerciale d'une coopérative mixte. Et il y a d'autres bons exemples de ce genre de filiales, même si ce modèle de filiale commerciale a pu donner lieu à certains problèmes, entre autres un trop grand empressement, de la part de certaines coopératives, à réaliser des profits dès le début .

Face aux budgets des gouvernements qui s'amenuisent et à la privatisation qui gagne du terrain, que peuvent faire les personnes handicapées pour améliorer leur sort? Quelles politiques et quels règlements les appuieront le mieux?

Les personnes handicapées veulent avant tout des règles du jeu équitables, autrement dit faire disparaître les obstacles auxquels elles ont à faire face. Malheureusement, compte tenu du processus de socialisation auquel elles ont été soumises, certaines d'entre elles en sont venues à penser qu'elles ne peuvent jouer un rôle dans l'économie de leur pays, même quand des efforts sont faits pour que les règles du jeu soient équitables. C'est le fruit d'un travail peu judicieux de la part des organismes de services sociaux, des organismes religieux, des familles, des gouvernements et d'autres qui se sont occupés de ces personnes de telle manière qu'ils les ont déresponsabilisées. Trop souvent, on a confondu le fait, très louable, de s'occuper des personnes qui présentent un handicap physique, sensoriel ou moteur et qui font face à des obstacles qui semblent insurmontables avec celui de prendre des décisions pour elles au nom des soins prodigués. Il y a du rattrapage à faire mais, grâce à des efforts concertés visant à faire avancer l'autodétermination des personnes handicapées, ces difficultés pourront être surmontées.

À certains égards, les budgets gouvernementaux de plus en plus réduits entraînent certains effets salutaires. En particulier, l'on se demande, au fur et à mesure des restrictions, quels sont les champs essentiels dans lesquels il faut que le gouvernement intervienne. Par exemple, dans un assez grand nombre de pays à revenu élevé, l'on se demande si le filet de sécurité sociale que nous avons créé a des conséquences néfastes non souhaitées pour les personnes qui en bénéficient. Cela peut être bon, dans la mesure où l'on conserve son esprit critique et où l'on ne cherche pas à se débarrasser des bons aspects du filet de sécurité sociale en même temps que des mauvais. Un exemple bien précis de cela est celui du soutien du revenu pour les personnes handicapées. Dans pratiquement tous les pays à revenu élevé, le régime de soutien du revenu est tel qu'il comporte vraiment des mesures propres à décourager l'entrée ou le retour sur le marché du travail. Il faut trouver comment éliminer ces mesures tout en conservant les caractéristiques positives des régimes de soutien du revenu.

Sur le plan des politiques, voici les principales initiatives que je favoriserais :

- une politique de chances équitables pour tous (c'est-à-dire s'assurer que les personnes handicapées aient les mêmes droits civils que les autres),
- des politiques économiques qui encouragent le développement de la petite entreprise,
- des mesures de soutien qui aident les personnes handicapées à surmonter les obstacles auxquels elles font face, tant du côté du savoir-faire (compétences sur le plan du travail et des affaires) que des ressources (prêts offerts à des personnes ayant peu de fonds propres).

Ce livre est-il le premier du genre et à qui s'adresse-t-il?

Oui, ce livre est le premier du genre et le premier à se pencher sur la question suivante : Que faut-il pour permettre aux personnes handicapées d'établir leur propre capacité de production de revenu? Il s'adresse à un auditoire relativement vaste et intéressera surtout trois groupes de lecteurs, dont les dirigeants d'organismes regroupant des personnes handicapées ou travaillant pour elles. Dans bien des pays, il y a un intérêt accru à l'égard du travail autonome. Le livre donnera des idées aux dirigeants de ces organismes et leur apportera des exemples d'initiatives qui peuvent être mises de l'avant, ainsi que des écueils à éviter.

Il y a ensuite les personnes qui s'intéressent aux questions liées aux politiques au sein des gouvernements, des organisations non gouvernementales et autres. Je crois que nos recherches nous ont permis d'élaborer un modèle défendable du genre d'initiatives qu'il faut mettre en place pour faire en sorte que les personnes handicapées (et les autres personnes qui ont été marginalisées) puissent tirer parti du bien-être économique de la société dans laquelle elles vivent.

Enfin, il y a les étudiants et les chercheurs qui s'intéressent à ces questions. Le livre peut servir de point de repère pour soulever de nombreuses autres questions connexes, vérifier des hypothèses, etc. Peut-être devrons-nous modifier nos conclusions. Parfait! C'est cela, la recherche. Nos conclusions me semblent assez solides, mais je suis curieux de voir d'autres travaux exécutés dans ce domaine.

Les auteurs

Aldred H. Neufeldt, Ph.D., a dirigé l'Institut Allan Roeher à Toronto (Ontario) et est actuellement professeur et coordinateur des projets internationaux, programme d'études en réadaptation communautaire, à l'université de Calgary (Alberta), au Canada. Il a dirigé des projets internationaux sur la formation et l'emploi des adultes qui vivent avec un handicap et est président du Global Applied Disability Research Network on Employment and Training (GLADNET).

Alison L. Albright, M. Sc., Disability and Development Resources, Calgary, Canada, est consultante, spécialiste des questions relatives aux handicaps et au développement communautaire. Ces quinze dernières années, elle s'est consacrée à promouvoir une saine intégration communautaire aux niveaux local et international. Dans son travail, elle a surtout cherché à permettre aux groupes traditionnellement défavorisés (personnes ayant un handicap, femmes, minorités ethniques) à prendre part pleinement à la vie de leur société. Pour ce faire, elle a recours à des démarches participatives axées sur le renforcement des ressources communautaires existantes. Elle croit que le changement social est possible au moyen de partenariats et de la mise en commun des connaissances et des ressources.

Le livre

- *[Disability and Self-directed Employment: Business Development Models](#)*, publié sous la direction de Aldred H. Neufeldt et Alison L. Albright, CRDI, 1998
-

"L'emploi et les personnes handicapées : des leçons du Sud", Le CRDI explore, janvier 1994